

Affaire Kravchenko et affaire Rosenberg : la guerre froide idéologique dans les années 1950.

(Chapitre 4 de : Chloé Maurel, *Histoire des relations internationales depuis 1945*, Paris, Ellipses, 2010, p. 65-76).

A la fin des années 1940 et au début des années 1950, la Guerre froide, qui a commencé, donne lieu à un affrontement idéologique exacerbé entre les deux blocs. Chacun des deux Grands, les Etats-Unis et l'URSS, s'efforce de se présenter sous le jour le plus favorable possible, d'imposer et d'accroître son influence et son prestige dans l'opinion mondiale, et parallèlement de discréditer l'adversaire. C'est dans ce contexte que se déroulent à quelques années de distance, deux affaires juridiques importantes : l'affaire Kravtchenko et l'affaire Rosenberg. Les deux procès auxquels elles donnent lieu revêtent, au-delà des cas individuels traités, une dimension internationale, reflétant l'affrontement Est-Ouest ; et ils exercent de fortes répercussions sur l'ensemble de l'opinion publique mondiale. Le premier procès, celui provoqué par le Soviétique Kravtchenko, se déroule en France en 1949 ; celui des époux Rosenberg, deux Américains communistes, se tient aux Etats-Unis en 1951. Très médiatisés, ces procès retentissants passionnent l'opinion publique et la divisent, suscitant de vives polémiques. Aux Etats-Unis, le procès Rosenberg s'inscrit dans le contexte de la psychose anti-communiste attisée par le sénateur McCarthy. Dans quelle mesure ces deux « affaires » constituent-elles un fidèle reflet de l'affrontement idéologique typique des premières années de la Guerre froide, et comment contribuent-elles en Occident à une polarisation de l'opinion publique mondiale selon un net clivage entre pro-américains et pro-soviétiques ? Pour le déterminer, il est intéressant d'analyser le détail du déroulement de l'affaire Kravtchenko puis de l'affaire Rosenberg.

L'« Affaire Kravtchenko »

Le parcours de Victor Kravtchenko est atypique. Kravtchenko apparaît au début comme un Soviétique modèle : fonctionnaire, ingénieur, fils d'un révolutionnaire ayant participé à la Révolution d'Octobre 1917, il est lui-même membre du Parti communiste de

l'Union soviétique depuis 1929. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est capitaine dans l'Armée rouge. C'est là que son parcours connaît une nette bifurcation : en 1943, en plein cœur de ce qu'on appelle en URSS la « Grande Guerre patriotique », il fait soudain défection et fuit son pays, gagnant l'Occident. Il ne tarde pas à obtenir l'asile politique aux Etats-Unis. Installé à New York sous un pseudonyme, il y publie en 1946 un ouvrage, dans lequel il dénonce le système soviétique.

Intitulée *J'ai choisi la liberté*, cette autobiographie se révèle rapidement un grand succès d'édition international, en particulier en France où elle est traduite l'année suivante sous le titre *J'ai choisi la liberté : La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*. En France, cet ouvrage passionne et divise l'opinion, car si la France est rattachée au bloc de l'Ouest, l'URSS y jouit alors d'un grand prestige, et le Parti communiste y a alors des scores électoraux très importants (près de 30%). Dans ce contexte, le livre de Kravchenko ne tarde pas à y devenir l'objet d'une vive polémique.

L'ouvrage de Kravchenko est un réquisitoire accablant contre l'URSS de Staline : il souligne la gravité de la famine en Ukraine dans les années 1930, liée à la collectivisation forcée. Il accuse Staline d'avoir sciemment provoqué cette famine. Il dénonce aussi la violence qui a caractérisé la « dékoulakisation », c'est-à-dire le processus par lequel l'Etat a dépossédé les riches paysans (« koulaks ») de leurs biens, pour les redistribuer ou les collectiviser ; ce processus s'est effectué par des procédés souvent très expéditifs, conduisant notamment à des massacres de koulaks. Kravchenko dénonce en outre la privation de liberté de pensée et de liberté d'expression, les procès souvent truqués et arbitraires d'opposants politiques (« purges » et « procès de Moscou » des années 1930), le système des camps de prisonniers (Goulag) et les exécutions.

Avant lui, peu de témoignages aussi critiques et aussi précis étaient parvenus en Occident sur les méfaits du régime de Staline. En 1936, l'écrivain français André Gide avait critiqué, dans *Retour d'URSS*, plusieurs éléments de ce système. Plus tard, un an seulement avant Kravtchenko, Arthur Koestler avait, dans son ouvrage *Le Zéro et l'infini* (1945), procédé à de sévères critiques sur l'URSS, dénonçant un régime totalitaire qui broie l'individu (réduit à un « zéro »). Mais cela restait des voix relativement isolées.

Immédiatement, l'ouvrage de Kravtchenko est dénoncé par les pays du bloc de l'Est comme un tissu de mensonges et de calomnies. L'URSS présente Kravchenko comme un imposteur. En France, l'hebdomadaire *Les Lettres françaises*, proche du Parti communiste, accuse Kravtchenko de mentir. Ce dernier décide alors d'attaquer cette revue en justice pour diffamation. Cela donne lieu à un procès très médiatisé, qui passionne l'opinion publique.

Le procès se déroule de janvier à mars 1949 à Paris. Il donne lieu à des polémiques enflammées dans la société française, à l'image du procès Dreyfus un demi-siècle plus tôt. Cette polémique divise les intellectuels français. De nombreux intellectuels français, communistes ou sympathisants communistes, prennent position pour défendre *Les Lettres françaises*, comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Frédéric Joliot-Curie.

La médiatisation du procès et la polémique qui l'accompagne dépassent les frontières de la France et acquièrent rapidement une dimension internationale. Le gouvernement américain s'intéresse de très près à ce que la presse ne tarde pas à qualifier de « procès du siècle ». En effet loin d'être banal fait divers, une simple affaire personnelle, ce procès a des enjeux politiques internationaux, il s'inscrit directement dans le cadre de l'affrontement idéologique Est-Ouest propre à la guerre froide. Le département d'état et la CIA veillent à trouver, et à produire au procès, des témoins qui soutiennent les affirmations de Kravtchenko. Dean Acheson, Secrétaire d'Etat américain, suit le procès personnellement, par télégramme, au jour le jour.

Ainsi, au fil du procès, une centaine de témoins, envoyés par les Etats-Unis et par l'URSS, défilent à la barre, témoignant respectivement pour l'un ou l'autre camp. L'URSS produit d'anciens collègues de travail de Kravtchenko, et même son ex-femme, qui le qualifient de menteur, de traître, d'affabulateur. De l'autre côté, les Etats-Unis produisent des anciens prisonniers des camps soviétiques, comme Margarete Buber-Neumann, la veuve du leader communiste allemand Heinz Neumann. Cette dernière a été déportée dans le camp de concentration nazi de Ravensbrück. Après avoir été victime des persécutions nazies, elle a subi des persécutions du régime stalinien. Son témoignage, émouvant, ébranle les spectateurs et l'opinion. Même Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, jusque-là très engagés contre Kravchenko, sont portés à douter. Le cas de Margarete Buber-Neumann constitue un élément déterminant en faveur du camp anti-communiste car il leur sert à plaider la thèse d'une étroite similarité entre le régime soviétique et le régime nazi. Son témoignage accrédite la théorie du « totalitarisme » : l'idée que le nazisme et le stalinisme seraient fondamentalement semblables, étant tous deux des régimes « totalitaires », où l'individu est totalement enserré dans un carcan et n'a plus aucun espace de liberté. Le concept du « totalitarisme », encore utilisé aujourd'hui, n'est pourtant pas réellement valide scientifiquement, car il néglige les différences de conception et d'objectif entre nazisme et communisme, différences qui sont capitales.

En avril 1949, le procès est finalement remporté par Kravtchenko, et la revue *Les Lettres françaises* est condamnée, symboliquement, à lui verser une somme modique à titre de

dommages et intérêts. En France, ce procès conduit à une polarisation croissante de l'opinion au sujet de l'URSS, à un vif affrontement d'opinions entre les pro-soviétiques et les anti-soviétiques. Il a pu aussi influencer sur les convictions de certains intellectuels français alors pro-soviétiques et modifier ou du moins nuancer leur vision de l'URSS. En URSS, ce procès, et les accusations publiques de Kravtchenko sur le régime soviétique, ont sans doute influé, quelques années plus tard, sur la décision prise en 1956 par le nouveau dirigeant Nikita Khrouchtchev, de mettre fin aux abus les plus criants du système, avec la « déstalinisation ».

Le procès Kravtchenko a ainsi exercé un fort impact sur l'opinion publique internationale, et a des répercussions importantes sur l'image de l'URSS dans cette opinion publique, notamment en France. Il ouvre une brèche dans l'image officielle de l'URSS, il écorne son prestige. Cette brèche sera suivie par d'autres dans les années et décennies suivantes, comme l'affaire Siniavski et Daniel en 1965-66 : ces deux écrivains soviétiques sont arrêtés lorsque le KGB découvre qu'ils ont publié à l'étranger (essentiellement en France) des textes anti-soviétiques, sous pseudonymes. Après avoir plaidé non coupables, ils sont condamnés en février 1966 respectivement à 5 et 7 ans de travail forcé, malgré les protestations d'intellectuels soviétiques auprès de Brejnev. Cette affaire ternit l'image de l'URSS en Europe de l'ouest ; l'écrivain communiste français Louis Aragon déplore, dans une interview au *Time Magazine* en février 1966 : « faire de l'opinion un crime est quelque chose de plus nuisible à l'avenir du socialisme que les œuvres de ces deux écrivains auraient jamais pu être ». A partir des années 1970 les ouvrages et déclarations de dissidents soviétiques passés en Occident, comme l'écrivain Alexandre Soljenitsyne ou le scientifique Andreï Sakharov, poursuivent cette évolution. La mise en question de l'URSS ira alors croissant.

Quant à Kravtchenko, rapidement déçu par le système capitaliste, il se lance dans le projet de mettre sur pied un nouveau mode de production agricole, plus juste. Il exposera ses idées et relatara ses efforts en ce sens dans un nouvel ouvrage, intitulé *J'ai choisi la justice*, mais qui ne rencontrera pas le même succès éditorial que le précédent. Il part en Bolivie investir sa fortune dans l'organisation de collectivités de paysans pauvres, mais son projet, utopique, échoue, et il en ressort ruiné. Revenu à New York, il se retire de la vie publique, et mourra en 1966, dans des circonstances mystérieuses et non élucidées, d'une balle dans la tête dans son appartement.

L'affaire Rosenberg

Quelques années après l'affaire Kravtchenko, c'est au tour des Etats-Unis de voir leur prestige éclaboussé par une affaire qui, à l'instar de l'affaire Kravtchenko, prend une dimension mondiale : l'affaire Rosenberg.

Il s'agit d'un couple d'Américains : Julius Rosenberg, ingénieur électricien, et sa femme Ethel, nés et vivant à New York, juifs, communistes ou sympathisants communistes, sont arrêtés en 1950 pour espionnage ; accusés d'espionner pour l'URSS, ils sont, sans preuve, condamnés à mort et, malgré le caractère injuste et arbitraire du procès et l'indignation d'une grande partie de l'opinion internationale, ils seront exécutés quelques années plus tard par les Etats-Unis.

Cette affaire se situe elle aussi dans le cadre de la Guerre froide, et en particulier dans le contexte de la forte crainte suscitée aux Etats-Unis par l'annonce de la mise au point par les Soviétiques de la bombe atomique en 1949, du début de la guerre de Corée, et du déchaînement du « maccarthysme » : de 1947 à 1953, le sénateur américain Joseph McCarthy lance des poursuites et persécutions contre des militants ou simples sympathisants communistes, au mépris de la liberté d'opinion et des droits de l'homme ; c'est une véritable « chasse aux sorcières » qui se déroule aux Etats-Unis pendant ces années : la *Commissions des activités anti-américaines*, créée en 1947 suite à un décret du président Truman sur le « loyalisme » des fonctionnaires, traque et inquiète des milliers de citoyens américains.

Plus précisément, une enquête menée par le FBI en 1949 suite à l'annonce de l'acquisition de l'arme atomique par l'URSS met à jour l'existence d'un réseau d'espionnage scientifique aux Etats-Unis pour le compte des Soviétiques. Il s'avère, en janvier 1950 que le physicien Klaus Fuchs, Allemand réfugié aux Etats-Unis, a fourni des documents scientifiques confidentiels aux Soviétiques. Cette découverte mène le FBI à arrêter, quelques mois plus tard, le 15 juin 1950, David Greenglass, ancien mécanicien des usines atomiques de Los Alamos.

Le Laboratoire national de Los Alamos, situé au Nouveau-Mexique dans le Sud des Etats-Unis, a été fondé en secret pendant la Seconde Guerre mondiale, en 1943, pour centraliser les recherches scientifiques du « Projet Manhattan », le projet américain de mise au point de la bombe atomique. Le directeur scientifique du Projet Manhattan, Robert Oppenheimer, qui a choisi le site, devient le premier directeur du laboratoire. Ce dernier accueille alors des milliers d'employés, dont quatre Prix Nobel. Durant le Projet Manhattan, le laboratoire est appelé du nom de code de Site Y. Le lieu est tenu secret et son adresse n'est

qu'une simple boîte postale. Les recherches du laboratoire aboutissent à la création de la bombe atomique en 1945. À la fin de la guerre, Oppenheimer se retire de son poste de directeur, suivi par plusieurs des scientifiques de haut niveau qui y avaient travaillé pendant la guerre ; plusieurs d'entre eux deviennent même des opposants déterminés à l'armement atomique et nucléaire. Le laboratoire se consacre ensuite à la mise au point de la bombe H et d'autres armes nucléaires.

David Greenglass, arrêté, avoue rapidement avoir touché de l'argent d'un espion, Harry Gold, en échange de la transmission de documents confidentiels à l'URSS sur les projets des usines de Los Alamos. Le FBI le force à avouer que ses proches sont également impliqués. Il nie fermement l'implication de sa sœur, Ethel Rosenberg, mais affirme que le mari de celle-ci, Julius, serait un espion et aurait transmis des documents confidentiels à l'URSS ; il précise que Julius Rosenberg aurait été à l'origine de son propre recrutement comme espion. Il accuse en fait son beau-frère Julius Rosenberg d'être le cerveau de toute cette affaire d'espionnage. Le lendemain, le 16 juin 1950, le FBI arrête Julius Rosenberg, avant de le relâcher le soir même, n'ayant aucune charge ni preuve contre lui. Pendant un mois, le FBI va maintenir sous surveillance Julius Rosenberg. Ce dernier ne cherche pas à fuir.

Quelques jours plus tard, c'est le début de la guerre de Corée, avec l'offensive nord-coréenne, lancée le 25 juin 1950 : la tension monte encore d'un cran entre les deux blocs, et la psychose anticommuniste est à son comble aux Etats-Unis. Bientôt, le général américain MacArthur, commandant des forces de l'ONU en Corée et virulent anti-communiste, préconise l'usage de la bombe atomique pour éliminer la « vermine rouge » chinoise, avant d'être limogé par Truman.

C'est dans ce contexte que David Greenglass est inculpé pour espionnage au profit de l'URSS le 6 juillet 1950. Après avoir, en détention, subi de fortes pressions et des menaces d'extradition en échange de la dénonciation du couple Rosenberg, il accepte de céder et fait, le 15 juillet 1950, une longue déposition dans laquelle il accuse précisément Julius Rosenberg. Deux jours plus tard, Julius Rosenberg est à nouveau arrêté.

Des documents de correspondance confidentiels du gouvernement et de la justice américains permettent de saisir l'arbitraire et l'injustice de ce processus judiciaire, et les manœuvres employées par le FBI. Ainsi le 19 juillet 1950, Edgar Hoover, directeur du FBI, envoie une note confidentielle au ministre de la Justice, J. Howard McGrath, lui expliquant sa tactique : « Il n'y a pas de doute que si Julius Rosenberg nous fournit des détails sur ses

activités d'espionnage, nous serons en mesure d'inculper d'autres individus [...]. De ce point de vue la mise en accusation de sa femme pourrait nous servir de levier ».

Alors qu'en juillet 1950, Greenglass a à nouveau clairement nié que sa sœur, Ethel Rosenberg, soit impliquée dans cette affaire d'espionnage, en août il change de version et affirme que c'est Ethel elle-même qui a tapé les notes qu'il a prises à l'intention des Soviétiques. Le 11 août 1950, Ethel Rosenberg est arrêtée par le FBI, sans aucune preuve. Les époux Rosenberg sont menacés, mis sous pression. Ils refusent de dénoncer les « complices » que la FBI leur suggère et continuent à affirmer leur innocence.

Un procès truqué.

Début mars 1951 commence le procès Rosenberg. L'accusation est représentée par le gouvernement américain. A la barre des accusés, Julius et Ethel Rosenberg sont accusés de « conspiration en vue d'espionnage ». Le procès attire un vaste public, et de nombreux reporters. La salle d'audience est comble. L'opinion publique suit avec attention ce procès, mené par le procureur général Irving Saypol, qui a la réputation d'être un féroce anti-communiste ; il est surnommé « la terreur des rouges ».

En réalité, l'accusation ne dispose de quasiment aucun élément permettant de condamner les époux Rosenberg pour conspiration en vue d'espionnage. En particulier, il n'y a quasiment aucun témoin, à part les « aveux » arrachés par le FBI à Greenglass. Dans ce procès truqué, de simples rumeurs sont prises comme des témoignages. L'historien américain Ronald Radosh a mis en évidence les nombreuses irrégularités qui ont entaché le procès Rosenberg.

Le procureur en charge du dossier des Rosenberg pendant le procès, Roy Cohn, jeune homme de 23 ans, alors très proche des milieux maccarthistes, noue un accord avec Frank Costello, parrain de la mafia, ce qui permet à Irving Saypol d'être nommé procureur général. Dans son autobiographie, Roy Cohn a reconnu avoir exercé des pressions illicites sur le juge Kaufman, et avoir obtenu de lui, avant même le début du procès, l'engagement qu'il condamnerait Julius Rosenberg à mort. Roy Cohn avait aussi insisté pour obtenir qu'Ethel soit condamnée à la même peine.

Sur les 118 témoins cités par l'accusation, seulement 23 comparaissent en fait à la barre. Sur ces 23, seuls 3 d'entre eux déclarent réellement que le couple Rosenberg est impliqué dans l'affaire d'espionnage du laboratoire de Los Alamos.

Au cours de l'audience, David Greenglass, interrogé, dessine, de mémoire, des croquis des lentilles à implosion, qui auraient été transmis par espionnage aux Soviétiques. Cet

épisode a été relevé par beaucoup d'observateurs comme incohérent et louche : s'il s'agissait comme l'affirmait Greenglass de renseignements scientifiques secrets, pourquoi aurait-on autorisé leur divulgation à l'audience, devant des centaines de spectateurs ? En réalité les vagues croquis transmis par Greenglass aux Soviétiques n'avaient qu'une faible valeur ; Greenglass, n'étant qu'un simple mécanicien, un subalterne au laboratoire de Los Alamos, n'avait pas connaissance d'éléments scientifiques importants ; les Soviétiques avaient déjà obtenu des informations bien plus précises et bien plus importantes par le scientifique Klaus Fuchs.

Le procès Rosenberg se fonde uniquement sur des témoignages oraux, pas sur des faits établis. Aucune preuve matérielle n'est produite. La rétention d'information est utilisée. Le procès est caractéristique de l'atmosphère de maccarthysme. L'accusation s'efforce de faire avouer aux Rosenberg qu'ils étaient communistes. Ils refusent de répondre. Il semble qu'ils aient tous deux adhéré au Parti communiste américain et qu'ils y aient milité avant de cesser leurs activités militantes en 1943. En février 1945, Julius Rosenberg avait renvoyé de son emploi dans l'administration, pour « opinions subversives » (c'est-à-dire communistes).

L'antisémitisme plane aussi sur le procès. En effet Julius et Ethel Rosenberg sont juifs ; or sur les jurés sélectionnés pour le procès, il se trouve qu'aucun n'est juif, hasard assez étonnant étant donné que dans la ville de New York la communauté juive représentait à l'époque environ un tiers de la population.

Finalement, au terme du procès, les époux Rosenberg se voient condamnés non pas pour « conspiration en vue d'espionnage » mais pour « trahison », sentence beaucoup plus grave. Or, la possibilité d'une telle sentence n'avait pas été notifiée aux accusées auparavant, au mépris de leurs droits. Ainsi le procès est entaché d'une contradiction fondamentale entre les chefs d'accusation et les termes de la condamnation à mort : les Rosenberg, inculpés pour « complot » en vue d'espionnage, ont été condamnés pour « acte » de trahison, transmission à une puissance étrangère du « secret de la bombe atomique ». De plus, cet « acte » n'a pas été démontré.

En fait, ce verdict de « trahison » avait été convenu avant même le procès, par le juge Irving Kaufman, sur la demande du FBI, du gouvernement américain, et de plusieurs membres du Congrès. Il a été décidé que le seul moyen de faire céder Julius Rosenberg était de le menacer de la chaise électrique et de condamner son épouse, dont le dossier était vide, à vingt-cinq ou trente ans de prison. Puis, huit jours avant le début du procès, le juge Kaufman et le chef du FBI, Edgar Hoover, durcissent leur plan, convenant finalement, au cours d'un entretien au ministère de la Justice, que le procès devra aboutir à la peine de mort pour les

Rosenberg. Cela a été révélé *a posteriori* par Roy Cohn, procureur adjoint du procès Rosenberg, dans son autobiographie posthume, publiée en 1988 : il y reconnaît explicitement avoir exercé des pressions illicites sur le juge Kaufman, obligeant ce dernier à lui promettre, avant même l'ouverture du procès, qu'il condamnerait Julius Rosenberg à mort ; un peu plus tard, Roy Cohn avait aussi obtenu qu'Ethel soit elle aussi condamnée à mort.

La condamnation à mort de Julius et Ethel Rosenberg apparaît à l'opinion publique comme disproportionnée, étant donnée qu'auparavant quasiment aucune condamnation à mort n'avait été prononcée aux États-Unis pour des délits d'espionnage, même en temps de guerre. D'autres espions avaient commis et avoué des faits bien plus graves et n'avaient pas été condamnés à mort. Ainsi l'espion Klaus Fuchs, arrêté et jugé en Grande-Bretagne pour avoir fourni à l'Union soviétique d'importants renseignements sur la séparation des isotopes et la fabrication de la bombe A (et dont l'arrestation a conduit à celle de Greenglass puis des Rosenberg) a été condamné, en 1950, à la peine maximum de quatorze ans d'emprisonnement. (Il a évité l'emprisonnement à perpétuité en faisant valoir que l'URSS était un Allié des États-Unis lorsqu'il est devenu espion pour ce pays)¹

David Greenglass, lui, qui a reconnu une activité d'espionnage, est condamné à quinze ans de prison, finalement réduits à dix. Sa femme, Ruth Greenglass, qui a reconnu avoir participé à un réseau d'espionnage, n'est pas condamnée. La clémence de la peine des époux Greenglass est due à leur collaboration avec la justice, c'est-à-dire au fait que Greenglass ait dénoncé les Rosenberg.

Jusqu'à la fin, les époux Rosenberg clament leur innocence. Ils refusent la proposition qui leur est faite, d'obtenir la vie sauve en échange d'« aveux ». Ils sont mis à mort sur la chaise électrique le 19 juin 1953 dans la prison de Sing Sing, située à une cinquantaine de kilomètres de la ville de New York. Quelques heures avant de passer sur la chaise électrique, Ethel Rosenberg écrit: « Mon mari et moi sommes innocents, nous ne pouvions trahir notre conscience ».

L'historien américain Howard Zinn a souligné le caractère truqué du procès, qui s'est déroulé dans un climat de terreur dans l'opinion publique, et le fait que les droits des accusés aient été bafoués². Le verdict a été porté en l'absence de toute véritable preuve, sur la base d'un faux témoignage, celui de Greenglass. Ce procès apparaît comme un crime d'État, révélateur de l'atmosphère d'hystérie ou une paranoïa collective, impulsée alors aux États-Unis par le sénateur McCarthy.

¹ Libéré en 1959, Klaus Fuchs ira ensuite vivre en RDA ; il meurt en 1988 à Berlin est.

² Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2002, pp.491-495.

Un procès révélateur de l'atmosphère de maccarthysme :

De 1950 à 1956, une campagne de persécutions anticomunistes, appelée « Terreur Rouge » (*Red Scare*), ou le nom de maccarthysme, se déroule aux États-Unis sous l'impulsion de Joseph MacCarthy, sénateur républicain de l'Etat du Wisconsin de 1947 à 1957. De nombreux fonctionnaires, artistes, intellectuels, militaires, soupçonnés de sympathies communistes sont l'objet d'enquêtes et sont accusés d'être des espions à la solde de l'URSS. Par ses discours, McCarthy attise le climat de psychose anticomuniste et incite à la limitation des droits civils sous prétexte de sécurité nationale.

McCarthy exerce un impact important dans la société américaine à partir de son discours du 9 février 1950, prononcé devant le Club des Femmes Républicaines de Wheeling en Virginie-Occidentale. Y brandissant une feuille de papier, il affirme : « Je tiens là une liste de 205 personnes dont le Secrétaire d'État sait qu'ils sont affiliés au Parti Communiste et qui sont néanmoins en poste et façonnent la politique du Département d'État. » Dans le contexte international tendu de l'acquisition par l'URSS de la bombe A (1949) puis de la guerre de Corée (1950-53), la population américaine devient réceptive aux propos alarmistes et aux accusations fantaisistes de McCarthy. Le discours de Wheeling de McCarthy a des effets considérables dans la population et des retombées médiatiques très importantes, et donne lieu au déclenchement d'une enquête officielle : le Sénat convoque le Comité Tydings qui, après examen, conclut que l'accusation est sans fondement. Trois jours après, le FBI arrête Julius Rosenberg.

En 1952, MacCarthy connaît un triomphe électoral et est nommé par le Parti Républicain président du « Sous-comité sénatorial d'enquête permanent », surnommé « comité McCarthy ». Ce comité se concentre sur les institutions gouvernementales. Il traque les soi-disant communistes au sein de la radio publique *Voice of America*, à la bibliothèque du Département d'État, et même parmi les membres du gouvernement Truman.

Parallèlement, les milieux artistiques (littérature, cinéma...) sont victimes d'une impitoyable « chasse aux sorcières ». Une liste noire est constituée, comportant les noms de 15 000 personnes, dont Frank Lloyd Wright et Ernest Hemingway. Pour résister symboliquement à cette persécution, des artistes font jouer, en janvier 1953 à Broadway (New York), ironiquement, la pièce d'Arthur Miller, *Les Sorcières de Salem*, portant sur la véritable chasse aux sorcières qui s'était déroulée à la fin du XVII^e siècle aux Etats-Unis.

Peu à peu cependant, les accusations lancées par McCarthy apparaissent de moins en moins crédibles. Surtout, il perd le soutien du gouvernement lorsqu'il s'attaque, à partir de

1953, à l'armée américaine et au président Eisenhower lui-même. En décembre 1954, McCarthy est censuré par le Sénat américain, et définitivement écarté de la vie politique.

Les réactions de l'opinion publique internationale à l'affaire Rosenberg

La condamnation à mort des époux Rosenberg suscite une vive émotion dans l'opinion publique internationale. De nombreuses personnalités lancent des appels et participent à la campagne internationale de soutien aux Rosenberg.

En novembre 1952, le « Comité de Défense des Rosenberg » connaît un important essor. Un vaste mouvement d'opinion se met alors en place dans plusieurs pays, en particulier en Europe : au Royaume-Uni, en France, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Italie, en Suède, en Suisse, en Allemagne, en Irlande, mai aussi en Israël, au Japon, en Algérie, et bien sûr dans les pays du bloc de l'Est. L'URSS est en première ligne pour dénoncer le procès Rosenberg ; le gouvernement soviétique accuse les États-Unis de fascisme et d'antisémitisme (alors qu'au même moment Staline monte le complot antisémite des « blouses blanches »³). Le sort des époux Rosenberg touche l'opinion mondiale au-delà des clivages politiques. On dénonce une erreur judiciaire, un procès injuste, une violation des droits de l'homme. L'opinion est notamment émue par une photographie des Rosenberg prise par un inconnu : intitulée « Le Baiser », elle montre Julius menotté embrassant Ethel dans le fourgon de police.

En France, le comité de défense des Rosenberg rassemble des intellectuels et artistes de premier plan, comme l'écrivain Louis Aragon, l'acteur Yves Montand, l'actrice Simone Signoret, le peintre Picasso, etc. De nombreux autres intellectuels et artistes, de gauche comme de droite, de François Mauriac à Jean-Paul Sartre, de Raymond Queneau à Gaston Gallimard, de Jean Cocteau à Albert Camus, de Jacques Prévert à Marguerite Duras, de Michel Leiris à Gérard Philippe, s'associent au mouvement par des écrits et messages. Ils demandent au président Eisenhower la libération du couple et leur grâce. Eisenhower rejettera ces demandes.

En revanche, aux États-Unis, les intellectuels, artistes et écrivains, même de gauche, terrorisés par le climat de « chasse aux sorcières » qui règne, ne répondent pas à l'appel d'Ethel Rosenberg. Hemingway, Dos Passos, Steinbeck, Faulkner, se taisent. Seul le scientifique Harold Urey, spécialiste de physique atomique, ose critiquer le déroulement du procès Rosenberg, dans une interview au *New York Times*.

En août 1993, le Comité de Défense des Rosenberg, devenu « Groupe d'initiative pour

³ En janvier 1953, neuf médecins soviétiques de renom, dont plusieurs sont juifs, sont arrêtés et accusés d'avoir fait mourir des responsables politiques tel Jdanov ; ces médecins « avouent » leurs forfaits.

le réexamen de l'affaire Rosenberg », fait organiser par l'Association des juristes américains une reconstitution du procès Rosenberg devant cinq cents personnes (essentiellement des avocats et des magistrats). A l'issue de cette minutieuse reconstitution, le verdict est unanime : « non coupables ».

Les révélations postérieures sur l'affaire Rosenberg

La question de l'implication des Rosenberg dans cette affaire d'espionnage a longtemps fait débat, jusqu'à ce que la diffusion d'informations secrètes des archives soviétiques, ouvertes au début des années 1990, et la déclassification d'archives de la CIA sur le « projet Venona » en 1995 apportent de nouveaux éléments, semblant confirmer leur culpabilité.

Le projet Venona, mené à bien à la fin des années 1940 en collaboration entre les agences de renseignements britanniques et américaines, est un programme de décryptage de messages secrets envoyés par des agences de renseignement soviétiques. Le projet aurait été mené à l'insu même des présidents américains Roosevelt puis Truman. Il aurait permis de déchiffrer environ 2900 messages secrets soviétiques. 20 de ces messages codés désigneraient Julius Rosenberg, sous deux noms de code : d'abord celui d'« *Antenna* » puis celui de « *Liberal* ». Lors de leur déclassification, les archives Venona ont été présentées comme prouvant sans ambiguïté la culpabilité des Rosenberg et mettant un terme à la controverse. Pourtant, la publication des archives Venona n'a pas mis un point final à l'affaire Rosenberg. Plusieurs historiens, juristes, journalistes et intellectuels ont souligné des bizarreries et anomalies dans les documents des archives Venona mentionnant les Rosenberg, ce qui laisse planer le doute sur leur authenticité. Pour Aaron Katz, président du « Comité national pour la réouverture de l'affaire Rosenberg », comme pour l'écrivain Sidney Zion, l'historien Eric Foner, professeur à l'université de Columbia, la journaliste Schofield Coryell et l'avocat William Kunstler, ces documents ne seraient que des faux. Et même s'ils sont authentiques, rien ne prouve que les noms de code « *Antenna* » et « *Liberal* » désignent vraiment Julius Rosenberg. Pour Gildas Le Voguer, « cette 'déclassification' constitue moins un effort de transparence qu'une entreprise de séduction à l'adresse de l'opinion publique américaine : [...] outre la nécessité pour la NSA [*National Security Agency*] d'éviter des coupes budgétaires [dans le contexte de la fin de la guerre froide], avec cette ouverture d'archives l'objectif de cette agence et de la communauté du renseignement américaine dans son

ensemble était peut-être de redorer son blason »⁴.

Par ailleurs, c'est aussi de David Greenglass que sont venues des révélations postérieures. Après sa remise en liberté en 1960, Greenglass a vécu à New York sous un nom d'emprunt. En 1996, dans une interview pour le *New York Times*, il est revenu sur ses affirmations de l'époque : il reconnaît avoir menti sous serment à propos de l'implication d'Ethel dans le complot, dans le but de protéger sa femme, Ruth Greenglass, qui, elle, était bel et bien impliquée comme lui dans cette affaire d'espionnage. Les notes secrètes que Greenglass a avait affirmé, au procès, avoir été tapées à la machine par sa sœur, Ethel Rosenberg, ont été en fait tapées par sa femme, Ruth.

D'autres témoignages d'anciens espions et agents secrets se sont également ajoutés au fil des années, surtout depuis la fin de la Guerre froide. L'ancien agent secret soviétique Alexandre Feklissov affirme, dans un ouvrage autobiographique paru en 1999, que Julius Rosenberg était bien espion au service de l'URSS et aurait travaillé sous ses ordres. Selon son récit, Julius Rosenberg aurait été recruté à l'occasion de la fête du travail le 1^{er} mai 1942. Il serait entré dans l'espionnage par convictions politiques et non pour l'argent. Ce serait aussi sur la demande de Feklissov, pour éviter d'attirer l'attention des autorités, que Julius Rosenberg aurait, au fil des années 1940, cessé de participer à des activités militantes et de fréquenter ses amis communistes. Selon Feklissov, Julius Rosenberg se serait rapidement révélé un espion de talent, une source de grande valeur, lui fournissant à chaque rencontre 600 à 1000 pages de documents secrets. En outre, Rosenberg aurait fait des émules : prenant l'initiative de faire participer à ses activités secrètes plusieurs de ses amis, il serait rapidement devenu le centre d'un dense réseau d'espionnage. Il aurait contribué personnellement au recrutement de son beau-frère David Greenglass.

Bien que convaincu de la culpabilité de Julius Rosenberg, Feklissov est très critique à l'égard du déroulement du procès Rosenberg : ce procès, dit-il, « n'avait rien à voir avec la justice. Ce fut un jugement politique. En fait, les Rosenberg n'étaient que des boucs émissaires. Ce fut également un procès où les parties étaient très inégales. D'un côté, l'ensemble des institutions du pouvoir américain : la cour, le parquet, le ministère de la justice, le FBI, l'agence d'information officielle, la presse, et même le président Truman en personne. De l'autre, trois particuliers, sans appuis ». « Les cartes étaient truquées. Dès le départ, les accusés étaient considérés comme coupables et le procès n'était destiné qu'à satisfaire un rituel. [...] La culpabilité des Rosenberg et de Sobell n'a jamais été vraiment

⁴ Gildas Le Voguer *Transparence et secret aux États-Unis, la "publication" du projet "VENONA", Sources*, printemps 2001, p. 122.

démontrée : ni le fait d'avoir transmis des informations secrètes à une puissance étrangère, ni, encore moins, celui d'avoir volé les secrets de la bombe atomique ». Il souligne l'innocence d'Ethel Rosenberg, et juge le procès « scandaleux »⁵.

Si, l'année qui suit l'exécution des Rosenberg, McCarthy est écarté de la vie politique, ce qui entraîne un reflux du maccarthysme, en revanche le FBI a de longues années encore continué à exercer des persécutions politiques. J. Edgar Hoover reste à la tête de cette agence jusqu'à sa mort en 1972. A ce poste, il exerce des abus d'autorité sur ses propres agents, de la surveillance, du chantage et des persécutions envers de nombreux sénateurs et de nombreux personnages politiques (comme par exemple Martin Luther King, qu'il met sur écoutes). Il est en outre lié à la mafia, et en particulier au « parrain » Franck Costello, auprès duquel il s'était compromis. Par le programme secret COINTELPRO, mis en place par Edgar Hoover, les agents du FBI harcèlent des mouvements politiques considérés comme « ennemis », comme le *Black Panther Party* et plusieurs autres groupes politiques de gauche. En établissant des dossiers personnels sur de nombreuses personnalités politiques, Hoover obtient un grand pouvoir de pression sur eux et limite leur liberté d'expression. Loin de condamner son action, le gouvernement américain organise, à sa mort en 1972, des funérailles nationales, privilège habituellement réservé aux chefs d'Etat.

Ainsi ces deux affaires, l'affaire Kravtchenko et l'affaire Rosenberg, reflètent bien l'atmosphère de suspicion et d'affrontement idéologique entre les deux blocs qui caractérise le monde à la fin des années 1940 et au début des années 1950. En atteignant une audience internationale et en suscitant de forts mouvements d'opinion, ces deux affaires contribuent à la polarisation des opinions politiques, à l'exacerbation des tensions idéologiques. La Guerre froide n'est plus seulement une affaire de gouvernements, elle concerne désormais aussi, incontestablement, l'ensemble des populations. Ces deux affaires portent aussi atteinte au prestige des deux blocs, révélant des pratiques contraires aux droits de l'homme en vigueur à la fois en URSS et aux Etats-Unis.

⁵ Alexandre Feklissov, *Confessions d'un agent soviétique*, Éditions du Rocher, 1999, p. 318-319.

